

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 1^{er} février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)

830 avenue Edgar Faure
ZAC Les Toupes
39570 Montmorot

Références : CP/MV/2024/C_017
Code AIOT : 0012100033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE-EST (SAS) implanté Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site CHIMIREC CENTRE-EST de Montmorot s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)
- Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot
- Code AIOT : 0012100033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC Centre-Est est spécialisée dans la collecte, le tri, transit, regroupement et le pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux d'activités économiques. L'établissement de Montmorot est soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites réservées aux constats de la précédente inspection : réduction des rejets atmosphérique diffus,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- protection contre la foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Observation hors fiche de constat :

La fiche de constat n°9 mentionne la mise à l'arrêt de l'installation de broyage de déchets.

Il est rappelé à l'exploitant que l'installation de broyage de ces déchets est une installation classée relevant du régime de l'autorisation, sa mise à l'arrêt est encadrée par les dispositions des articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement.

En particulier, l'article R. 512-39 prévoit « Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation... »

Il est attendu que l'exploitant engage les démarches prévues aux articles R 512-39 et suivants soit :

- en notifiant au préfet son intention de reporter la réhabilitation selon les dispositions de l'article R. 512-39,
- en notifiant la mise à l'arrêt de l'installation dans les conditions prévues aux articles R. 512-39-1 et suivant.

Dans l'hypothèse où il sollicite le report de la réhabilitation, il devra a minima indiquer la destination de l'installation démantelée et préciser la gestion des déchets générés par cette opération.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/	Sans objet
8	Moyens de détection et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.6.4	/	Sans objet
9	Réduction des rejets atmosphériques diffus	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - IV	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Sans objet
3	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet
4	Foudre - Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
5	Foudre - Etude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
6	Foudre - Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet
7	Foudre - Vérification des protections	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
10	Projet d'extension	Code de l'environnement du 19/12/2023, article R. 181-46-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18/10/2023 a permis de constater que l'exploitant avait mis en place les techniques de réduction des rejets diffus de l'installation de broyage des emballages plastiques et du poste de déconditionnement des déchets solvantés comme il s'y était engagé à l'issue de l'instruction du dossier de réexamen prévu par la réglementation européenne sur les émissions industrielles (IED). Il lui reste à justifier que les techniques de traitement en place sont suffisantes pour respecter les valeurs limites de rejets retenues indiquées ci-dessus. Une campagne de contrôle de ces rejets est prévue début février 2024. A défaut, un traitement complémentaire devra être réalisé.

Concernant la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), l'exploitant doit s'interroger sur la validité des documents remis au regard des exigences réglementaires en la matière qui, par ailleurs, ont connu des modifications significatives depuis la signature des documents remis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation de CHIMIREC du 15 avril 2009 modifié par l'arrêté préfectoral du 2 février 2015 mentionne dans son article 1.2.1 les installations et activités du site concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. Pour la rubrique 2711 relative aux installations de tri, transit regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), l'arrêté indique la présence de 2 bennes de 30 m ³ . L'activité prévue est inférieure au seuil de la déclaration de la nomenclature ICPE fixé à 100 m ³ . L'inspection du site a permis de constater la présence d'une benne contenant quelques m ³ de DEEE, essentiellement du matériel informatique. Concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), l'activité exercée au sein de l'établissement CHIMIREC de Montmorot se limite au tri, transit regroupement (TTR) des équipements récupérés chez les clients professionnels. Il n'a pas été constaté de dépassement des quantités susceptible d'être présentes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : I. – Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ; 2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes. II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer

des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

Constats :

L'établissement CHIMIREC CENTRE EST de Montmorot est un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement.

L'exploitant a indiqué remettre les déchets collectés à un opérateur de traitement, la société DEMAIN Environnement (ex JURATRI SCOP) située à Lons le Saunier.

L'exploitant a présenté la « convention de prise en charge et de traitement » signée le 13/12/2016 avec JURATRI SCOP. Cette convention liste dans son annexe 2, les déchets pris en charge par le prestataire. Il y est précisé que cette liste est valable jusqu'au 14/08/2018.

Il apparaît que la validité du contrat liant l'exploitant à l'opérateur de traitement reste à confirmer.

L'article 3 de cette convention indique :

ARTICLE 3. – JUSTIFICATIF CONTRACTUEL

Compte tenu de ce qui est défini dans l'article 2, le prestataire confirme de l'existence d'un ou de plusieurs contrats le liant à un éco-organisme agréé, ou à un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé.

Pour répondre à l'[article R. 543-200-1 du code de l'environnement](#), le prestataire devra impérativement fournir en Annexe 1 de cette présente convention un justificatif de l'existence de ce ou ces contrats.

Ce justificatif comprendra obligatoirement les informations suivantes :

Nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

Or, aucun justificatif ne figure à l'annexe 1 de la convention du 13/12/2016.

L'exploitant a fourni une copie d'un courrier de l'éco-organisme EcoSystèmes signé le 11/01/2016 indiquant avoir retenu l'offre de JURATRI pour le traitement des « petits appareils en mélange » (PAM).

Ce courrier ne vaut pas contrat au sens de l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement. L'ensemble des informations requises n'y figure pas.

Il ressort de ces constats que l'exploitant doit s'interroger sur la validité des documents remis au regard des exigences réglementaires en la matière qui, par ailleurs, ont connu des modifications significatives depuis la signature des documents remis.

Demande de compléments n° 1 : L'exploitant communiquera à l'inspection :

- la convention actualisée de prise en charge et de traitement des DEEE avec un opérateur de traitement,
- le contrat liant l'opérateur de traitement avec un éco-organisme agréé conforme aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2023, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Prescription contrôlée :

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.

-couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

-la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;

-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;

-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;

-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;

-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;

-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Les bennes d'entreposage des DEEE sont situées à l'extérieur des bâtiments sur une aire munie d'un enrobé. Les eaux pluviales et les éventuels écoulements sont collectées par le réseau des eaux pluviales de l'établissement muni de séparateurs d'hydrocarbures et d'un bassin de confinement.

Les bennes ne sont pas systématiquement couvertes. Le matériel stocké, essentiellement du petit matériel informatique n'est pas jugé sensible à l'eau.

<p>Les piles au lithium sont stockées séparément dans des conditions sécurisées (caméras thermique et vidéo asservies à la détection incendie du site).</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée pour ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Foudre - Analyse du risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>« L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>« La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats : La dernière analyse du risque foudre a été réalisée les 06 et 07/06/2018 par un organisme certifié (DEKRA) . Elle conclut à la nécessité de mettre en place une installation de protection contre la foudre à définir par une étude technique, pour le bâtiment d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Foudre - Etude technique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée : « En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p>

<p>« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>« Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suivant les conclusions de l'analyse du risque foudre (ARF), une étude technique a été réalisée du 06 au 07 juin 2018 par un organisme certifié (DEKRA) et a précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les aménagements à prévoir pour l'installation extérieure de protection contre la foudre, • la réalisation d'une installation intérieure de protection contre la foudre. <p>L'exploitant dispose également d'une notice de vérification et de maintenance rédigée par DEKRA lors de l'étude technique. Il dispose également d'un carnet de bord (documents non vérifié).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Foudre - Installation des dispositifs de protection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a produit un devis du 19/04/2019 avec mention « bon pour accord » pour l'installation des dispositifs de protection.</p> <p>Observation : L'entreprise retenue par l'exploitant est une société locale d'électricité générale dont le devis ne mentionne pas de compétence particulière en matière de protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Foudre - Vérification des protections

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : La vérification initiale complète du dispositif contre la foudre a été réalisée le 03/12/2020 par la société DEKRA. Le rapport indique que « l'installation de protection contre la foudre n'est pas conforme au contenu de la notice de vérification et de maintenance issu des préconisations de l'étude technique ». Une inspection visuelle suite à un impact a été réalisée le 14/10/2021. Elle conclut à la conformité du système de protection. La vérification complète suivante a été réalisée du 24/11/2022 au 13/12/2022 par la société DEKRA. Le rapport indique que l'installation est maintenue conforme mais note l'absence de dispositif de test des paratonnerres. L'exploitant a accepté un devis pour l'achat d'une canne de test en juin 2023. Le fournisseur a produit un document justifiant la fourniture de l'équipement (levée de réserve). Après l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de la vérification complète du dispositif contre la foudre réalisée par DEKRA le 11/12/2023. Il indique en conclusion que « l'installation est correctement maintenue en état de conformité et de conservation. » <u>Observation :</u> L'exploitant s'assure régulièrement du maintien en conformité des installations de protection contre la foudre. Aucune non-conformité n'est relevée à ce sujet. Cependant, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les délais à respecter pour la levée des non-conformités constatées lors des vérifications.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de détection et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de moyens de détection et de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• installation de détection automatique d'incendie reliée en permanence à une centrale de télésurveillance ;• extincteurs mobiles en nombre suffisant et de classes adaptées aux feux à combattre ;• robinets d'incendie armé à mousse (RIA). <p>En outre, 3 poteaux d'incendie sont situés sur le domaine public à proximité du site :</p> <ul style="list-style-type: none">• entrée du site : débit : 150 m³/h ;• entrée de la ZAC : débit 168 m³/h – distance 240 mètres au sud-est du site ;• vers l'entrée du SICTOM : débit 144 m³/h – distance 280 mètres au nord-ouest du site. <p>Pour ces trois derniers équipements, l'exploitant doit justifier au préfet par courrier, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la disponibilité effective des débits d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Détection d'incendie</p> <p>L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie (SSI) comportant des moyens de détection d'incendie (caméra thermiques).</p> <p><u>L'exploitant réalise une vérification semestrielle du SSI. Le dernier contrôle a été réalisé le 30 mai 2023.</u></p> <p>Lutte contre l'incendie</p> <p>L'exploitant a présenté le résultat du contrôle réalisé en 2022 des 3 poteaux d'incendie mentionnés dans son autorisation.</p> <p>Entrée du site : PI 362.059 : débit de 72 m³/h</p> <p>Entrée de la ZAC (environ à 250 m de l'entrée du site) : PI 362.060 : débit de 119 m³/h</p> <p>Vers l'entrée du SICTOM (environ à 280 m de l'entrée du site) : PI 362.058 : débit de 44 m³/h (disponibilité restreinte).</p> <p><u>Observation :</u> Les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie ont été évalués à 30 m³/h en 2006, selon la règle D9 en vigueur à l'époque, dans le cadre de l'étude des dangers jointe au dossier de demande d'autorisation. Le poteau situé à l'entrée du site pourrait satisfaire au volume d'eau requis.</p> <p>L'inspection note cependant que la règle de calcul D9 a été mise à jour en 2020. Ainsi, elle prévoit maintenant que le volume d'eau minimum à prévoir ne peut être inférieur à 60 m³/h sur 2 heures, soit 120 m³.</p> <p>Demande de compléments n° 2 : Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le calcul de ses besoins en eau pour la lutte contre l'incendie et de le soumettre à l'avis du SDIS afin de s'assurer qu'ils peuvent être satisfaits par les poteaux de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) utilisables par le SDIS en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Réduction des rejets atmosphériques diffus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – IV et 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des rejets atmosphériques diffus
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites <p>Ce point de contrôle fusionne deux points de contrôle de la précédente inspection du 08/11/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none">• réduction des émissions atmosphériques diffuses des installations de traitement par captation et traitement (article 3.1 : conduite de rejet)• réduction des émissions atmosphériques des installations de traitements mécanique des déchets (article 3.2)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>D'une manière générale :</u></p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>d : Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</p> <p>Cela inclut des techniques telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. <p><u>Pour le traitement mécanique</u></p> <p>L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents :</u></p> <p>L'exploitant réalise périodiquement une surveillance des émissions diffuses de composés organiques volatils (COV) des installations au moyen d'un détecteur à photoionisation (PID). La cartographie obtenue lui a permis d'identifier des points d'émission auxquels appliquer les techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses listées au VI,d de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitements de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.</p>

Au jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas encore mis en œuvre les techniques de réduction des émissions diffuses de l'installation de broyage des déchets d'emballage plastique et de l'installation de déconditionnement des solvants (absence d'installations de captation des émissions à la source).

Non conformité n° 1 : L'inspection relève donc une non conformité pour non mise en œuvre des MTD pertinentes relative à la réduction des émissions atmosphériques diffuses (MTD 14 de la décision européenne).

L'inspection rappelle que la mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel cité ci-dessus devait être effective au 17 août 2022.

Cependant, un projet de captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants ainsi que la proposition commerciale de réalisation ont été présentés lors de l'inspection.

L'inspection a noté que le projet présenté ne comportait pas de dispositif le traitement des effluents collectés. L'exploitant a indiqué qu'un traitement par charbon actif pourra être mis en place en fonction du résultat des analyses des rejets qui seront réalisées après la mise en place de la captation. Le calendrier des travaux n'était pas fixé.

Aussi, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives sous réserve de la bonne prise en compte des demandes de compléments suivantes :

Demande de complément n°2 : L'exploitant communiquera le calendrier des travaux de mise en place de la captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants. L'échéance réglementaire étant échue, il est attendu que la mise en conformité soit réalisée dans les plus brefs délais.

Demande de complément n°3 : L'exploitant confirmera avoir pris en compte, sur un plan technico-économique, la possibilité d'intégrer un dispositif de réduction des émissions atmosphériques s'il s'avère nécessaire pour respecter les valeurs limites de rejets.

La cartographie COV réalisée par l'exploitant a permis d'identifier d'autres sources d'émissions diffuses, notamment l'installation de broyage des fûts métalliques et la benne associée de stockage des broyats. L'exploitant a confirmé à l'inspection son intention de mettre à l'arrêt cette activité pour des raisons technico-économiques. L'installation était toujours présente le jour de l'inspection.

Demande complément n°4 : L'exploitant confirmera avoir cessé l'activité de broyage de fûts métalliques et avoir démantelé les installations qui ne sont plus utilisées.

Constats du 18/10/2023

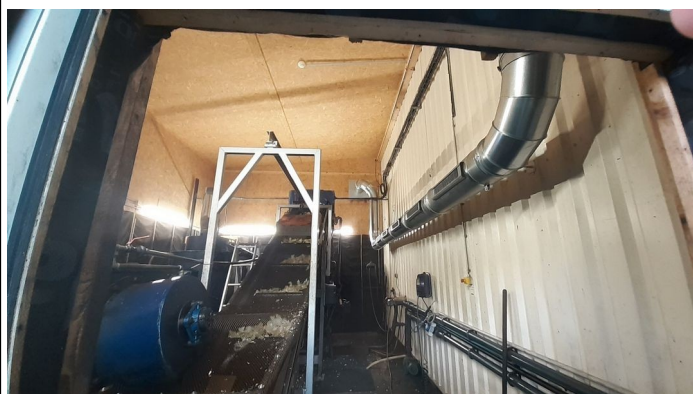
Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a communiqué les compléments demandés.

L'inspection du 18/10/2023 a permis de constater que l'exploitant a mis en place une installation de captation des émissions :

- des postes de déconditionnement des déchets solvantés,
- de l'installation de broyage des déchets d'emballages plastiques.



Installation de déconditionnement des déchets solvants



Broyeur d'emballages plastiques (suite)



Broyeur d'emballages plastiques

Le broyeur des déchets d'emballages plastiques est déjà doté d'un système d'injection d'eau qui est une technique de réduction prévue à l'article 3.2 de l'annexe de l'arrêté du 17/12/2019 (MTD 25d de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil).

Pour cette installation, la valeur limite de rejet prévue pour les poussières par l'arrêté ministériel est de 5 mg/Nm³ ou 10 mg/Nm³ si impossibilité de mettre en place un filtre en tissu (NEA associé à la MTD 25).

Cet arrêté ne fixe pas de valeur de rejet pour les COV de manière générale ni pour les installations de traitement mécanique. L'exploitant a retenu la valeur de 30 mg/Nm³ (NEA associé aux techniques de réduction des émissions pour le traitement mécanique des déchets à valeurs calorifique).

L'exploitant a indiqué avoir commandé une prestation de contrôle de la qualité des effluents rejetés afin de se positionner par rapport aux valeurs limites d'émission citées ci-dessus et décider de la mise en place d'un traitement complémentaire. Elle est prévue le 06 février 2024 (devis du 31/10/2023 avec mention « bon pour accord »).

L'exploitant a donc mis en œuvre les techniques de réduction des rejets diffus de composés organiques et de poussières comme il s'y était engagé à l'issue du réexamen au titre de la directive IED, au regard des meilleurs techniques disponibles pour les installations de traitement de

déchets.

L'inspection considère cependant qu'il reste à justifier que les techniques de traitement en place sont suffisantes pour respecter les valeurs limites de rejets retenues indiquées ci-dessus. A défaut, un traitement complémentaire devra être réalisé.

Demande de compléments n° 3 : L'exploitant communiquera à l'inspection :

- **les résultats du contrôle de la qualité des effluents atmosphériques rejetés par**
 - **les postes de déconditionnement des déchets solvantés,**
 - **l'installation de broyage des déchets d'emballages plastiques.**
- **les mesures éventuelles à prévoir pour respecter les valeurs limites de rejets indiquées ci-dessus.**

Concernant le broyeur d'emballages et matériaux souillés

L'inspection a également permis de constater que le broyeur de déchets (fûts...), autre source d'émissions diffuses de COV et de poussières, avait été mis à l'arrêt et consigné. L'exploitant envisage de l'affecter à un autre site du groupe. La décision n'était pas arrêtée le jour de la visite.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Projet d'extension

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2023, article R. 181-46-II

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance de modifications

Prescription contrôlée :

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant a fait l'acquisition d'un terrain situé en face de l'établissement qu'il exploite actuellement. Il comporte un bâtiment dans lequel il envisage de transférer les bureaux et l'activité logistique (stockage d'emballages plastiques) localisés actuellement sur le site existant.

Il a pu être constaté que l'exploitant avait déjà aménagé un bassin de régulation des eaux pluviales pouvant également contribuer au confinement des éventuelles eaux d'extinction d'incendie après fermeture d'une vanne de barrage.

L'exploitant a indiqué prévoir ce transfert vers juin 2024.

Observation : Il est rappelé à l'exploitant que ce projet d'extension/modification devra être porté à la connaissance du préfet (PAC), avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Ce PAC pourra intégrer l'ensemble des modifications survenues ou prévues sur le site depuis le dernier PAC instruit, notamment l'arrêté du broyeur de déchets (fûts...).

Type de suites proposées : Sans suite